

## ITALIE

Depuis la fin 2011, l'Italie a entrepris d'importantes réformes structurelles tout en progressant sur la voie de l'assainissement de ses finances publiques. L'économie du pays est à nouveau entrée en récession, sous la pression des économies européennes affaiblies et des conséquences à court terme de la rigueur budgétaire. L'activité poursuivra probablement son recul l'an prochain mais se redressera fin 2013. Une hypothèse d'une hausse des prix du pétrole et un nouveau relèvement du taux de TVA induiront une accélération temporaire de l'inflation, mais les hausses de prix tendancielle sont modérées.

Les réductions de dépenses et les hausses d'impôts prévues devraient réduire encore le déficit pour le ramener à un niveau très faible en 2013 et sont sur la bonne voie pour l'éliminer complètement en 2014. Certaines mesures budgétaires supplémentaires pourraient être nécessaires au vu de la récession projetée, mais les hypothèses prudentes du gouvernement concernant les recettes engrangées suite aux mesures de lutte contre l'évasion fiscale procurent une marge de sécurité. Avec un solde budgétaire primaire enregistrant un excédent en hausse, le ratio d'endettement devrait amorcer une décrue en 2013. Les réformes structurelles ont d'ores et déjà conforté les perspectives à plus long terme et doivent se poursuivre. Une baisse des salaires, visant à les aligner davantage sur la productivité, aurait pour effet de stimuler la compétitivité et de contenir la hausse du chômage.

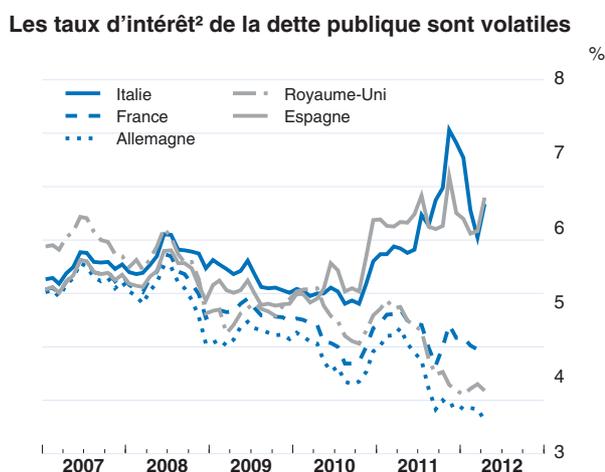
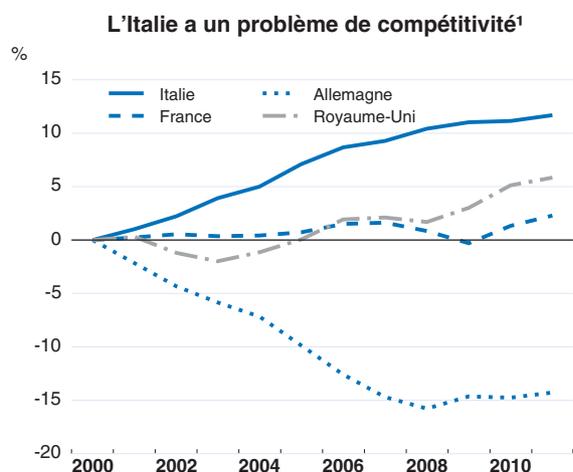
### L'économie se contracte

L'activité économique est en recul depuis la mi-2011. La consommation privée comme publique est en berne, voire recule. Les ménages voient leur revenu réel diminuer sous l'effet de taux d'emploi en baisse et d'une fiscalité en hausse, tandis que les pouvoirs publics freinent la dépense publique.

### Le chômage progresse très vite...

Le chômage est en très forte augmentation depuis la mi-2011 et a dépassé son point haut de 2010. Cette progression peut s'expliquer en

### Italie



1. Variation du coût relatif de main-d'œuvre par rapport à la moyenne de la zone euro depuis 2000.

2. Emprunts phare d'État à 10 ans si disponibles ou instruments financiers similaires. Dernière observation mensuelle : avril 2012.

Source : Base de données des Perspectives économiques l'OCDE, n° 91.

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2009	2010	2011	2012	2013
Emploi <sup>1</sup>	-1.6	-0.7	0.3	-0.3	-0.3
Taux de chômage <sup>1,2</sup>	7.8	8.4	8.4	9.4	9.9
Rémunération des salariés	-1.1	1.0	1.8	1.3	1.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre	4.6	-0.8	1.2	3.0	1.6
Revenu disponible des ménages	-3.1	0.8	2.2	0.8	1.2
Déflateur du PIB	2.1	0.4	1.3	0.9	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.8	1.6	2.9	3.3	2.3
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	1.6	1.7	2.0	1.9	2.2
Déflateur de la consommation privée	-0.1	1.5	2.7	2.6	2.0

1. Les données pour l'emploi pour l'ensemble de l'économie sont celles des comptes nationaux. Ces données comprennent l'estimation de l'Istat de l'emploi dans l'économie souterraine. L'emploi total compte environ 2 millions de personnes, circa 10%, de plus dans les comptes nationaux que dans l'enquête de l'emploi. Suivant l'usage des autorités italiennes, le taux de chômage est calculé par rapport aux données de l'enquête de l'emploi.

2. En pourcentage de la population active.

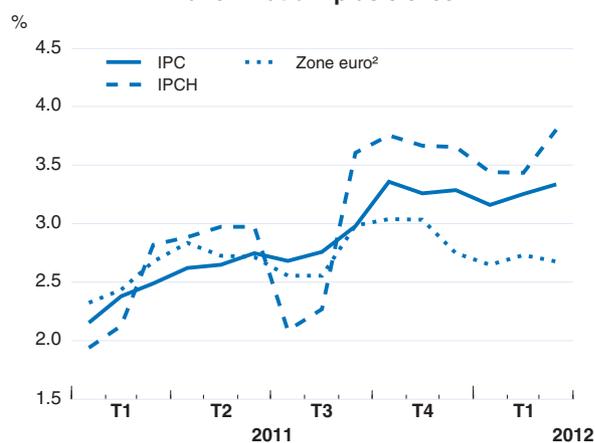
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

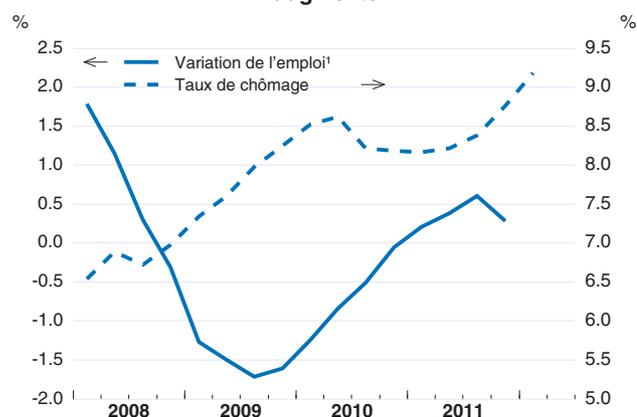
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612838>

partie par le nombre d'actifs parvenant à la fin de leurs droits au dispositif de chômage partiel, mais aussi par la progression significative du nombre de personnes en recherche active d'emploi. De même, de nouvelles faiblesses du système productif et les incertitudes, vraisemblablement exacerbées par la difficulté de certaines entreprises à maintenir le niveau de leur fonds de roulement face au durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire, ont incité les employeurs à multiplier les licenciements.

## Italie

La hausse de la TVA contribue à une inflation<sup>1</sup> plus élevée

Le chômage a fortement augmenté



1. Variation par rapport à l'année précédente.

2. Les données se réfèrent à la zone de l'UE17.

Source : Eurostat; OCDE, Principaux indicateurs économiques et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932611489>

## Italie : Indicateurs financiers

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux d'épargne des ménages <sup>1</sup>	7.1	5.3	4.5	4.3	4.5
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-5.4	-4.5	-3.8	-1.7	-0.6
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	127.7	126.5	119.7	122.7	122.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	116.0	118.7	120.0	123.1	122.5
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-2.0	-3.5	-3.1	-2.2	-1.7
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	1.2	0.8	1.4	0.6	0.3
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	4.3	4.0	5.4	5.6	6.3

1. Épargne nette en pourcentage du revenu disponible. Incluant "famiglie produttrici".

2. En pourcentage du PIB. Selon les comptes nationaux; il y a un écart de 0.1% par rapport aux chiffres fréquemment cités de la Procédure de déficit excessif.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612857>

... avec peu d'effet sur les salaires, tandis que les hausses d'impôts ont dopé l'inflation

La progression des salaires a quelque peu marqué le pas en 2011, mais des statistiques récentes sur les accords salariaux semblent montrer que l'impact d'un niveau de chômage élevé et en hausse constante sur la réduction des coûts salariaux est faible ou doit encore se faire sentir. L'inflation demeure nettement supérieure à la moyenne de la zone euro, principalement du fait du relèvement d'un point du taux de TVA en septembre 2011. Une nouvelle hausse de deux points de pourcentage est prévue pour octobre 2012.

## Italie : Demande et production

	2010	2011	2012	2013	Quatrième trimestre		
					2011	2012	2013
	prix courants milliards d'€				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2005)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 552.0	0.5	-1.7	-0.4	-0.4	-1.5	0.0
Consommation privée	941.7	0.2	-1.6	-1.0	-1.1	-1.4	-0.7
Consommation publique	327.4	-0.9	-1.1	-1.1	-1.4	-0.5	-1.2
Formation brute de capital fixe	302.9	-1.2	-4.7	-0.8	-3.1	-3.2	-0.2
<b>Demande intérieure totale</b>	1 572.0	-0.3	-2.1	-1.0	-1.6	-1.5	-0.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	10.1	-0.6	-0.8	0.0			
<b>Demande intérieure finale</b>	1 582.0	-0.8	-2.9	-0.9	-3.3	-1.7	-0.7
Exportations de biens et services	411.4	6.3	2.3	4.4	3.0	2.4	5.1
Importations de biens et services	441.3	1.0	-2.0	2.4	-7.2	1.7	2.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 30.0	1.4	1.3	0.6			

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932612876>

**La rigueur budgétaire est en voie d'équilibrer les finances publiques**

Les plans actuels des pouvoirs publics prévoient de faire baisser de plus de 4 points de pourcentage le ratio de la dette publique sur le PIB entre 2010 et 2013, alors que le PIB aura diminué : sur le plan structurel, ces mesures d'austérité devraient intervenir pour l'essentiel en 2012. De récentes projections officielles montrent que la consommation publique réelle diminuera d'environ 1 % par an en 2012-13, soit légèrement plus vite qu'en 2010-11, tandis que les investissements diminueront également. Les augmentations d'impôts, qui amputent sérieusement le revenu réel des ménages, dépriment un peu plus la demande.

**Le durcissement des conditions d'accès au crédit a pesé sur la demande**

Le durcissement des conditions de crédit, qui se sont toutefois quelque peu améliorées début 2012, aura probablement pour effet d'accentuer l'impact des baisses de revenu réel sur la consommation. Comme le taux d'épargne des ménages a déjà diminué ces dernières années, les pertes de revenu se traduiront sans doute plus rapidement par un recul de la consommation. Les entreprises, notamment les petites, devraient afficher le même comportement. De surcroît, de nombreuses entreprises privées pâtissent de l'allongement des délais de paiement des biens et services fournis au secteur public.

**Le niveau des coûts du travail et le faible taux d'activité pénalisent l'offre**

À l'instar des autres pays sous pression du marché, l'Italie doit améliorer sa compétitivité en matière de coûts et accroître ses taux d'activité moyens pour stimuler sa productivité. Malgré une certaine amélioration récente en termes relatifs, ses mauvais résultats sur le plan des coûts du travail et du taux d'activité pénaliseront probablement les exportations et encourageront les importations, même avec un fléchissement de la demande intérieure. Les propositions faites par le gouvernement en vue d'améliorer nettement le fonctionnement du marché du travail sont en cours de discussion au Parlement.

**Les réformes récentes porteront leurs fruits à moyen terme**

Outre les réformes proposées du marché du travail, le Parlement a déjà légiféré sur tout un arsenal de réformes structurelles pour renforcer la concurrence et rationaliser la réglementation et des propositions de réforme de la fiscalité sont à l'étude. Considérées globalement, ces mesures devraient améliorer le potentiel de croissance à moyen terme. Elles ne devraient toutefois pas avoir d'impact sensible sur la croissance au cours de la période de prévision actuelle. L'actuel gouvernement s'inscrit en rupture totale avec la lenteur des réformes antérieures, mais il lui faudra également combler le retard entre l'adoption des textes législatifs et leur application effective, qui a toujours pris plus de temps en Italie que dans de nombreux autres pays.

**La croissance repartira progressivement en 2013**

Certains effets positifs sur la croissance pourraient être visibles en 2013, du fait que les exportations repartiront à la hausse avec la reprise de la demande extérieure. Toutefois, l'effet ralentisseur de la rigueur budgétaire et de la baisse du revenu réel des ménages, consécutif au second relèvement du taux de TVA, perdurera, étant donné qu'aucune reprise de l'investissement n'est prévue.

**Tout dépendra des écarts  
volatils entre les taux  
d'intérêt**

Le risque majeur est que, malgré l'intention manifeste du gouvernement de poursuivre sa stratégie d'assainissement budgétaire, les effets de contagion liés à la faiblesse de la zone euro, entraînent une hausse des taux d'intérêt sur la dette publique. Les répercussions sur les banques italiennes pourraient aussi accentuer le resserrement du crédit et ralentir un peu plus la croissance. Il existe également un risque à la hausse par rapport aux prévisions. Des progrès notables dans l'orientation des politiques structurelles pourraient engendrer, plus tôt que prévu, des gains en termes de confiance, d'investissement et d'emploi et un nouveau recul du taux d'épargne des ménages pourrait stimuler la demande nettement plus que prévu.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1**

**Accéder à cette publication :**

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-8-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-8-fr)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.